

MARCHÉ DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES














UGECAM Aquitaine
100 RUE DE LA TOUR DE GASSIES
CS 10003
33523 BRUGES CEDEX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Prestations de nettoyage des locaux et vitrerie

N° du CCAP : 2026-003

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Prestations de nettoyage des locaux et vitrerie
	Type de contrat	Marché privé soumis au code de la commande publique
	Nombre de lots	2
	Tranches optionnelles	Avec tranche optionnelle pour le lot 01
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix forfaitaires et prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1	Dispositions générales du contrat	5
1.1	Objet du contrat.....	5
1.2	Décomposition du contrat	5
1.3	Réalisation de prestations similaires	5
2	Pièces contractuelles	5
3	Intervenants.....	6
3.1	Cotraitance	6
3.2	Sous-traitance	7
4	Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité	7
4.1	Rappel des obligations du titulaire	7
4.2	Modalités de contrôle et de sanction	8
5	Confidentialité et mesures de sécurité	8
6	Protection des données à caractère personnel	8
7	Durée et délais d'exécution	9
7.1	Durée du contrat	9
7.2	Reconduction.....	9
7.3	Affermissement de la tranche optionnelle.....	9
8	Prix.....	9
8.1	Caractéristiques des prix pratiqués.....	9
8.2	Modalités de variation des prix	9
8.3	Dispositions spécifiques à la tranche optionnelle	10
9	Avance	10
9.1	Conditions de versement et de remboursement.....	10
9.2	Garanties financières de l'avance	11
10	Modalités de règlement des comptes	11
10.1	Acomptes et paiements partiels définitifs.....	11
10.2	Présentation des demandes de paiement.....	12
10.3	Délai global de paiement	13
10.4	Paiement des cotraitants	13
10.5	Paiement des sous-traitants.....	13
11	Conditions d'exécution des prestations	13
11.1	Notification par le biais du profil d'acheteur	13
11.2	Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :.....	14
11.3	Accès aux sites.....	14
11.4	Reprise du personnel	14
11.5	Personnel affecté à l'exécution du marché	14
11.5.1	Obligations du personnel affecté sur le site	14
11.5.2	Gestion des incidents	15
11.5.3	Modification du personnel	15
11.5.4	Mesures d'éviction ou de remplacement du personnel	15
11.5.5	Gestion des absences.....	16
11.6	Plan de continuité d'activité – Service minimal	16
11.7	Pilotage	16
11.7.1	Responsable de la conduite des prestations	16
11.7.2	Réunion de cadrage.....	17
11.7.3	COPIL et rapport d'activité annuel.....	17

11.8	Plan de prévention	17
11.9	Obligation de résultat.....	17
11.10	Conseil	18
11.11	Communications réglementaires – Obligation de vigilance	18
11.12	Clause de divisibilité	18
12	Développement durable	18
13	Constatation de l'exécution des prestations	18
13.1	Vérifications	18
13.2	Décision après vérification	19
14	Pénalités	19
14.1	Pénalités de retard.....	19
14.2	Autres pénalités spécifiques	19
14.3	Liquidation des pénalités	20
15	Assurances	20
16	Clause de réexamen	20
16.1	Modifications du titulaire:	21
16.2	Plan de progrès	21
16.3	Ajout de prestations complémentaires hors BPU :	21
16.4	Cession du marché:.....	21
17	Résiliation du contrat	22
17.1	Conditions de résiliation.....	22
17.2	Exécution aux frais et risques	22
17.3	Redressement ou liquidation judiciaire	22
1.1	Arrêt des comptes.....	23
18	Règlement des litiges et langues	23
19	Déroptions	23

Préambule

- Acheteur: L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté
- Titulaire: Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
- Prestation: La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.
- Délais: Les délais exprimés en jours désignent des jours calendaires, sauf précision contraire

1 Dispositions générales du contrat

1.1 Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent : Prestations de nettoyage des locaux et vitrerie

Lieu(x) d'exécution :

- Lot01 : 1 avenue Nicolas COPERNIC - 64000 Pau
- Lot02 : 100 rue de la Tour de Gassies 33520 BRUGES

1.2 Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	ESRP Beterette
02	Siège de l'Ugecam Aquitaine

Le lot 01 ESRP Beterette comprend une tranche ferme et une tranche optionnelle.

1.3 Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
 - annexe 1: Clause de confidentialité
 - annexe 2: Clause RGPD
 - annexe 3: Livret de sécurité du prestataire
 - annexe 4: Annexe financière – Décomposition du prix global et forfaitaire et bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Un cahier des clauses techniques particulières (CTP) par site et ses annexes :

- DA1 descriptif des locaux
 - DA2 fréquentiel minimal
 - DA3 gammes opératoires
 - DA4 modalités d'évaluation
 - DA5 grilles d'évaluation
 - DA6 mesure empoussièrement
 - Modèle de fiche de signalement d'anomalie
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
 - L'offre technique du titulaire et notamment son Mémoire Méthodologique
 - Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché

Les conditions générales ou particulières du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables au pouvoir adjudicateur quelle qu'en soit la forme. En cas de litige, seuls les exemplaires conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur des pièces particulières, ci-dessus énoncées, font foi. Le CCAG-FSC, bien que non joint au marché, est réputé parfaitement connu du Titulaire. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le Titulaire ne peut s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Il est formellement convenu entre les Parties que toute tolérance ou renonciation d'une des Parties, dans l'application de tout ou partie des engagements prévus au Contrat, quelles que puissent en être la fréquence et la durée, ne saurait valoir modification du Contrat, ni être susceptible de créer un droit quelconque.

Modifications des pièces contractuelles du marché

Après sa notification, le marché est éventuellement modifié conformément aux dispositions des articles L.2194-1, L.2194-2 et R.2194-1 à 10 du code de la commande publique. Les modifications peuvent donner lieu à la conclusion d'un ou plusieurs avenants qui seront chacun annexés à l'Acte d'engagement, sauf dispositions contraires stipulées au présent CCAP. En outre, en application des articles L.2711-1 à L.2711-8 et R. 2194-1 dudit code, lorsque les conditions économiques du contrat sont susceptibles d'être affectées par l'évolution d'une crise sanitaire majeure, comme par exemple une épidémie de type COVID-19, ou par une situation identifiée comme force majeure, les Parties conviennent de se rencontrer aux fins de réexamen :

- des conditions financières du présent marché,
- et/ou d'exécution du marché,
- et/ou de prolongation de la durée du marché,
- et/ou du délai d'exécution des prestations, en vue des mesures à prendre pour atténuer les effets de ces crises, incluant des modifications des modes opératoires ou des arrêts de prestations.

Ces modifications du contrat prendront la forme d'un avenant et devront être négociées, au préalable, entre les parties.

3 Intervenants

3.1 Cotraitance

En cas de cotraitance, l'un des membres du groupement devra être désigné comme mandataire du groupement pour représenter l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et coordonner les prestations des membres du groupement. Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Toutefois, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement doit être solidaire des autres membres du groupement. Les candidatures sont présentées soit

par l'ensemble des membres du groupement, soit par le mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

3.2 Sous-traitance

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat ou, en cas de groupement, par le mandataire du groupement. A défaut, le candidat ou le groupement est exclu de la procédure.

En cas de sous-traitance, le Titulaire assurera seul et personnellement, vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, la responsabilité du marché qui lui a été confiée. Pour chaque sous-traitant qu'il veut faire agréer lors de la notification du marché, le candidat joint l'ensemble des pièces de candidature comme demandées au Candidat à l'exception du DC1, selon le modèle de Déclaration de sous-traitance annexé au formulaire d'acte d'engagement. Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée : « J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n°2026-003 du ayant pour objetCeci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance. Mes demandes de paiement sont libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 10 du présent CCAP. Leur prix reste inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

4 Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

4.1 Rappel des obligations du titulaire

Le présent marché confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

A ce titre, lorsqu'ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public, le titulaire veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur les mesures qu'il met en œuvre afin d'informer les personnes susvisées de leurs obligations et de remédier aux éventuels manquements.

Lorsque le titulaire entend sous-traiter une partie de l'exécution du service public, il s'assure que les contrats de sous-traitance comportent des clauses rappelant les obligations précitées. Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur chaque contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public, en même temps que sa demande d'acceptation, sous peine de refus dudit sous-traitant.

4.2 Modalités de contrôle et de sanction

Le titulaire informe les usagers des modalités leur permettant de lui signaler tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier. Le pouvoir adjudicateur peut exiger que les personnes responsables des manquements constatés soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit. Si la mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier le présent marché pour faute du titulaire, le cas échéant à ses frais et risques.

5 Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS, complété par l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS complété par l'annexe 3 à l'acte d'engagement.

CLAUDE DE RESPECT DES CONSIGNES DE SECURITE Le titulaire s'engage à respecter les consignes de sécurité de l'organisme annexée au contrat : Livret de sécurité du prestataire

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

6 Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

Pour l'exécution du service, objet du présent contrat, le titulaire s'engage de plus à respecter les dispositions stipulées à l'annexe 2 à l'acte d'engagement.

7 Durée et délais d'exécution

7.1 Durée du contrat

Le marché est conclu pour une période initiale qui débute au 01/04/2026, ou à la date de notification du marché si celle-ci est postérieure, et se termine au 31/12/2026

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

7.2 Reconduction

Le marché est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 1. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an.

La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 2 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

7.3 Affermissement de la tranche optionnelle

Pour la tranche optionnelle, sa durée débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations de la tranche considérée. La date de fin de cette tranche optionnelle est identique à la date de fin du marché telle que définie ci-avant.

Le délai limite de notification de l'ordres de service prescrivant de commencer l'exécution de la tranche optionnelle est de 16 mois à compter la date de notification du marché.

8 Prix

8.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Acceptation des risques et aléas

Les parties, pleinement informées des droits que leur octroie l'article 1195 du Code civil, acceptent le risque lié à un changement du contexte dans lequel s'inscrit le présent contrat, et renoncent à l'entière responsabilité des droits découlant dudit article. Il sera fait application de la clause de réexamen ou des dispositifs prévues par le code de la commande publique

8.2 Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 010766605 (n) / 010766605 (o)$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index

010766605	Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - CPF 81.21 - Services de nettoyage courant des bâtiments
-----------	--

Le titulaire transmet au Pôle achats marchés (marches.ug-aquitaine@ugecam.assurance-maladie.fr) pour validation le calcul de la révision des prix, 1 mois avant leur date d'application.

Dans l'hypothèse où l'indice disparaîtrait en cours d'exécution du marché, il sera remplacé par l'indice de substitution.

8.3 Dispositions spécifiques à la tranche optionnelle

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.

9 Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

9.1 Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement. Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Cette avance n'est due au titulaire que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Les modalités de détermination du montant de l'avance à verser au titulaire, aux co-traitants ou sous-traitant s'applique au montant TTC des prestations réalisées directement par le prestataire concerné.

Sous-traitant bénéficiant du paiement direct : Une avance de 5% peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils ont la charge est au moins égal à 50 000 € HT. Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG-PI, la demande de versement d'avance présentée par sous-traitant doit être transmise par le titulaire du marché ou le mandataire du groupement. En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours d'exécution, si le titulaire a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie du marché sous-traité sera prélevée, que le sous-traitant demande ou non une avance, sur les sommes qui lui sont dues sur ou les demandes de paiement présentées après la date d'agrément du sous-traitant concerné. Son remboursement sont effectués conformément des articles R 2191-3 à 12 du code de la commande publique.

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Sous-traitant bénéficiant du paiement direct :

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

La demande de versement d'avance présentée par sous-traitant doit être transmise par le titulaire du marché ou le mandataire du groupement. En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours d'exécution, si le titulaire a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie du marché sous-traité sera prélevée, que le sous-traitant demande ou non une avance, sur les sommes qui lui sont dues sur ou les demandes de paiement présentées après la date d'agrément du sous-traitant concerné.

9.2 Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

10 Modalités de règlement des comptes

Seules les prestations réellement effectuées, et conformes au marché, donnent droit à paiement.

10.1 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Facturation électronique

En application des dispositions de l'article L. 2192-3 et L. 2392-3 du code de la commande publique, le titulaire est invité à privilégier la transmission des factures sous forme électronique.

Nota : le dispositif décrit ci-après peut s'appliquer également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct. Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article. L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr> Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : *toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée.*

Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, le pouvoir adjudicateur informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer.

En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, le pouvoir adjudicateur informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'établissement en tant que destinataire de la facture :
 - ESRP Beterette : 423 494 335 00148
 - Siège Ugecam Aquitaine : 423 494 335 00155
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure : SERVICE FACTURIER
- Le numéro d'engagement qui correspond au NUMERO DE COMMANDE A défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement du présent marché/accord-cadre ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter:

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Dans le cas où, l'usage de la facture électronique ne serait pas possible, le titulaire devra transmettre les factures au format papier par voie postale, ou au format PDF par mail à l'adresse suivante :

- ESRP de Beterette : compta.beterette.ug-aquitaine@ugecam.assurance-maladie.fr
- Siège: compta.siege.ug-aquitaine@ugecam.assurance-maladie.fr

En cas de co-traitance Le titulaire fait apparaître distinctement sur sa facture, par co-traitant, le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de sous-traitance : Le titulaire fait apparaître distinctement sur sa facture, par sous-traitant, le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

10.2 Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS et seront établies en un original et 1 copie(s) portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;

- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article L613-7 du Code de la sécurité sociale.

10.3 Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement conformes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

10.5 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

La demande de paiement n'est pas une facture. Les factures du sous-traitant sont libellées au nom de l'entrepreneur principal (titulaire) Le titulaire fait apparaître distinctement les prestations sous-traitées dans les documents et décomptes adressés au pouvoir adjudicateur.

11 Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

11.1 Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur prévoit d'utiliser principalement les formes suivantes :

- remise en main propre contre récépissé daté signé
- échanges dématérialisés par mail à l'adresse mentionnée à l'acte d'engagement. Le titulaire devra en accuser réception par retour de mail dans les 48h à défaut la date de réception sera prise comme étant le jour ouvrable suivant la date d'envoi du mail
- en cas de besoin, lettre recommandée avec accusé de réception

11.2 Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

Le Titulaire du marché est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

Si, pendant la durée du marché, le Titulaire n'effectue pas les travaux de nettoyage et d'entretien normalement à sa charge dont la réalisation s'impose de façon urgente pour des raisons de sécurité ou d'hygiène, le pouvoir adjudicateur pourra en assurer l'exécution aux frais et risques du Titulaire, en complément de l'application des pénalités associées à ce manquement.

11.3 Accès aux sites

Le Titulaire et ses éventuels accompagnants amenés à pénétrer dans les locaux de l'Ugecam doivent y respecter les règlements intérieurs et règles d'accès et de sécurité en vigueur au moment de leur intervention.

11.4 Reprise du personnel

Conformément à l'article L.1224-1 du Code du travail tous les contrats de travail en cours au jour de la modification de la situation juridique de l'employeur subsistent entre le nouvel employeur et le personnel déjà affecté au Service. Dans ce cadre, l'annexe reprise de chaque site indique les personnels à reprendre.

Il convient de noter que la responsabilité du pouvoir adjudicateur est de transmettre l'information quant au personnel en place à l'ensemble des candidats mais pas de s'immiscer dans la reprise du personnel, laquelle concerne exclusivement l'ancien et le nouveau titulaire.

En fin de marché : Le titulaire du marché doit fournir au pouvoir adjudicateur sur demande et dans un délai de 30 jours maximum, l'état non-nominatif des salariés concernés par le présent marché, bénéficiaires de la garantie d'emploi prévue par les accords professionnels. En cas de non fourniture de cet état conforme dans le délai, le Titulaire encourt par jour de retard une pénalité de 100 €.

11.5 Personnel affecté à l'exécution du marché

11.5.1 Obligations du personnel affecté sur le site

Le titulaire s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur dans les 8 jours suivant la notification du marché la liste nominative des agents affectés sur le site, et une attestation comme quoi il a contrôlé les extraits du casier judiciaire n° 3 comportant les condamnations les plus graves ainsi que des peines privatives de droits. Toute modification apportée à cette liste doit, au préalable, être notifiée au pouvoir adjudicateur. Les noms des remplaçants et les documents précités les concernant devront être fournis.

En cas de changement de personnel pendant la période d'exécution du présent marché (y compris pour un remplacement provisoire), le titulaire est tenu de communiquer au pouvoir adjudicateur, avant leur venue sur le site, les noms des nouveaux employés ainsi que les pièces administratives précitées les concernant.

Le titulaire s'engage à informer l'ensemble de son personnel de tous les impératifs et règles de sécurité prévus par la législation du travail. Le titulaire est responsable de ses agents en toutes circonstances et, pour quelque cause que ce soit, il est responsable des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des travaux ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses préposés.

Formation : Le Titulaire s'engage à assurer, si nécessaire, un complément de formation professionnelle au personnel repris ou embauché afin qu'il puisse acquérir un niveau de qualification permettant d'exécuter dans les meilleures conditions les opérations dont il a la charge, notamment en cas d'évolution des techniques.

Le Titulaire veille à ce que les effectifs soient suffisants pour permettre un fonctionnement optimal de l'établissement au plan de l'hygiène.

Le Titulaire prend la responsabilité du suivi médical de ses préposés en soumettant le personnel à une visite médicale périodique pour constater son aptitude médicale à l'exercice du service.

Le Titulaire fournit au personnel une tenue vestimentaire adaptée à ses fonctions.

Outre le règlement intérieur du Titulaire, le personnel du Titulaire doit par ailleurs respecter les stipulations du règlement intérieur et les éventuelles consignes spécifiques propres à l'établissement, notamment en ce qui concerne les conditions d'accès aux locaux, la sécurité des biens et personnes, la conduite à tenir en cas d'incendie, ...

11.5.2 Gestion des incidents

Afin de pouvoir gérer les éventuels incidents pouvant survenir au cours de l'exécution de la prestation, le prestataire fournit les coordonnées de l'ensemble des responsables en charge du pilotage de ces situations, ainsi que leur niveau de responsabilité et la procédure d'escalade. Ces interlocuteurs doivent être joignables sur l'ensemble des plages horaires d'intervention du personnel du prestataire.

11.5.3 Modification du personnel

Lorsque l'un des personnels dédié à la réalisation de la prestation n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- en informer sans délai l'acheteur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer à l'acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'acheteur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de 15 jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. La décision éventuelle de récusation prise par l'acheteur doit être motivée.

11.5.4 Mesures d'éviction ou de remplacement du personnel

Le pouvoir adjudicateur peut demander, dans le cadre des procédures imposées par le Code du Travail et la Convention Collective, le déplacement des agents qui se seraient rendus coupables de fautes graves dans l'exécution du Service. Le prestataire porte à la connaissance du pouvoir adjudicateur la totalité des éléments d'information en sa possession, relatifs aux fautes graves commises et à leur(s) auteur(s).

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, sans indemnité, d'exiger à tout moment l'éviction de toute personne participant à l'exécution des prestations pour insubordination, incapacité ou défaut de probité. Cette mesure s'applique tant aux salariés et préposés du Titulaire qu'à ceux de ses sous-traitants. Cette mesure est de portée générale et définitive ; elle interdit notamment au Titulaire d'affecter sur un autre site de l'Ugecam Aquitaine, l'agent à l'encontre duquel a été prise la mesure d'éviction.

Le pouvoir adjudicateur peut également demander à tout moment, sans délai et sur décision motivée, le déplacement d'un intervenant du Titulaire ou de ses sous-traitants. Le Titulaire déclare faire son affaire des litiges avec ses salariés, ses préposés ou sous-traitants qui trouveraient leur source dans une décision de

remplacement, de déplacement ou d'éviction. Le non-respect de ces clauses peut donner lieu à résiliation du marché pour faute du Titulaire.

11.5.5 Gestion des absences

En cas d'absence ou de défection d'une personne affectée à l'exécution de la prestation, le titulaire doit prendre toutes les dispositions pour que l'exécution de la prestation ne s'en trouve pas affectée.

Le Titulaire s'engage à assurer la continuité de ses prestations, conformément aux obligations découlant du présent cahier des charges, pendant toute la durée du marché.

En cas de survenance d'un cas de force majeure, le Titulaire se rapprochera du pouvoir adjudicateur pour étudier d'un commun accord, les modalités de service minimum.

En cas de grève de son personnel, le Titulaire s'engage, sans pour autant remettre en cause le droit de grève, à faire tout son possible pour assurer un service minimum.

11.6 Plan de continuité d'activité – Service minimal

Le titulaire remet un plan de continuité d'activité (PCA) dans les 30 jours suivant la notification du marché, puis chaque année à date anniversaire. Si le titulaire ne dispose pas d'un PCA formalisé, il communique les mesures qu'il s'engage à mettre en œuvre pour garantir la bonne réalisation de l'exécution du marché en cas de crise (ex. pandémie Covid19).

En cas de pandémie, le titulaire s'engage conformément à son plan de continuité d'activité à assurer sa prestation de restauration.

En raison de la nécessité de continuité de service pour les patients et/ou résidents, en cas d'arrêt de travail de son personnel, le Titulaire du marché est tenu d'exécuter intégralement les prestations du marché. Les moyens d'organisation du service devront être dans ce cas, soumis à l'agrément de l'établissement.

En cas d'impossibilité pour le Titulaire du marché d'exécuter les prestations dues selon les moyens agréés par l'établissement, ce-dernier pourvoira par tous les moyens qu'il jugera utile aux frais et risques du Titulaire.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par tous les moyens de droit, sauf lorsque le montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

La grève du personnel du titulaire et de ses sous-traitants ne constitue en aucun cas un cas de force majeure ou d'imprévision permettant l'indemnisation du titulaire par le pouvoir adjudicateur.

11.7 Pilotage

11.7.1 Responsable de la conduite des prestations

Le titulaire désigne un interlocuteur unique le représentant auprès du pouvoir adjudicateur, pour toutes les questions administratives, techniques, et d'organisation. Cet interlocuteur est désigné dans le mémoire technique (nom, la qualité et les coordonnées).

Il est joignable du lundi au vendredi aux heures d'ouverture de l'établissement. Il dispose des habilitations suffisantes pour représenter et engager le Titulaire.

Notamment, cette personne reste l'interlocuteur du référent de l'établissement afin de répondre à toute remarque touchant la qualité de la prestation.

Ce correspondant est en charge de l'encadrement et de la discipline du personnel, le suivi d'exécution des prestations, les contrôles réguliers sur site et d'une manière générale, l'application des clauses techniques du présent marché.

Le Titulaire informe le pouvoir adjudicateur des mouvements du personnel (embauche (interim, CDD), mutation, arrêt maladie et départ de salarié(e)s, licenciement, départ négocié, démission...). En cas de changement du responsable de la conduite des prestations en cours d'exécution du présent marché, le Titulaire est tenu d'informer la direction dans un délai de quinze (15) jours précédents le changement effectif. Le titulaire est tenu de le remplacer par un profil similaire disposant du même niveau de compétences et d'expérience.

11.7.2 Réunion de cadrage

Une première réunion de cadrage pourra être organisée à l'initiative de l'établissement bénéficiaire à la notification du marché aux fins d'organiser les prestations. Le titulaire est tenu d'y être représenté notamment par le Responsable de la conduite des prestations.

11.7.3 COPIL et rapport d'activité annuel

Chaque année, fin janvier, le titulaire doit présenter un compte-rendu écrit de l'activité. Devront y figurer le bilan des indicateurs de suivi mensuel et notamment :

- Les faits marquants de l'année,
- Un plan de progrès, les suggestions d'amélioration,

L'analyse de ce compte-rendu pourra faire l'objet d'une réunion entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur en début d'année. Le pouvoir adjudicateur initie cette réunion avec un délai de prévenance de 2 semaines. Le titulaire est tenu d'y être représenté par une personne disposant des capacités à engager l'entreprise dans le cadre de l'exécution du marché et par le responsable de la conduite des opérations.

En cas d'absence, le titulaire encourt une pénalité.

11.8 Plan de prévention

Les dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 sur la prévention des risques professionnels sont applicables de plein droit. Elles régissent les relations de travail entre l'entreprise utilisatrice et l'entreprise extérieure assurant l'exploitation du restaurant d'entreprise.

Un plan de prévention sera préparé conjointement par le responsable de site et le titulaire, au plus tard à la date de prise d'effet du présent marché. Le document final sera obligatoirement revêtu de la signature du représentant de chacune des parties en présence : entreprise utilisatrice/entreprise extérieure. En outre, cette dernière s'engagera à porter individuellement à la connaissance de ses salariés le contenu du plan de prévention applicable sur le site.

11.9 Obligation de résultat

Le titulaire du marché a une obligation de résultat.

Il met en œuvre, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité tous les moyens compatibles avec l'activité de l'établissement afin de garantir les résultats fixés au présent marché. En conséquence, tous les moyens et modalités décrits dans le présent cahier des charges ne sont que des moyens minimaux nécessaires au Titulaire pour satisfaire à ses obligations. Le respect de ces moyens ne peut suffire au Titulaire pour se dégager de sa responsabilité qui reste pleine et entière.

En outre, l'avis ou l'acceptation du pouvoir adjudicateur d'une décision concernant l'organisation ne peut dégager pour autant la responsabilité du Titulaire.

Seules les prestations réellement effectuées, et conformes au marché, donnent droit à paiement.

11.10 Conseil

Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil notamment d'information et de recommandation à l'égard du Pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire informe le Pouvoir Adjudicateur sans délai de toute nouveauté et/ou de la disponibilité de tous produits, plus adaptés à ses besoins, qui surviendrait en cours d'exécution du marché.

Si les conseils, les informations et les recommandations sont formulés oralement, ils donnent lieu obligatoirement à la remise dans les meilleurs délais d'un document écrit de confirmation.

11.11 Communications réglementaires – Obligation de vigilance

Le Titulaire doit produire tous les 6 mois en cours de marché,

- les pièces prévues par les articles D.8222-5 ou D.8222-7 à 8 du code du travail conformément à la réglementation.
- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le pouvoir adjudicateur, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

De plus, il remet le cas échéant avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

11.12 Clause de divisibilité

Si l'une des clauses du présent marché était contraire à une loi d'ordre public nationale ou internationale, seule la clause en question est annulée, le marché demeurant valable pour le surplus. Dans ce cas, les parties négocient de bonne foi la rédaction d'une nouvelle clause destinée à remplacer celle qui était nulle.

12 Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable décrites au CCTP.

13 Constatation de l'exécution des prestations

13.1 Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées dans un délai de 15 jours à compter de la date de vérification signalée par le titulaire, conformément aux articles 27 et 28.2 du CCAG-FCS.

Contrôle du personnel :

Le Titulaire du marché devra remettre à l'établissement une mise à jour si changement, indiquant :

- la liste nominative des salariés affectés à la prestation (pour raisons d'habilitation accès au site)
- les coordonnées du responsable de la conduite des prestations (téléphone et mail).

Le Titulaire devra justifier des qualifications sur le plan de la formation (initiale et continue) comme de l'aptitude médicale à exercer les fonctions au moment de l'embauche comme à l'issue des examens périodiques prévus par la législation en vigueur.

13.2 Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

14 Pénalités

14.1 Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard. Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Les pénalités prévues par le présent marché présentent un caractère non-libératoire. En conséquence, le Titulaire reste intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution conforme a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

14.2 Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-respect des obligations de confidentialité	Forfaitaire	2 500,00 €	Par constat de violation des obligations de confidentialité, discrétion professionnelle ou violation du RGPD
Absence non justifiée aux réunions ou aux rendez-vous fixés sur convocation	Forfaitaire	200,00 €	Par absence Un retard supérieur à 30min est considéré comme une absence
Mauvais comportement des agents sur site	Forfaitaire	150,00 €	par cas constaté Il sera également demandé de procéder au retrait de la personne concernée
Non-respect des gammes de produits définis au mémoire technique, par cas constat	Forfaitaire	50,00 €	par constat
Prestation non conforme	Forfaitaire	50,00 €	par constat
Non-respect des plages horaires d'intervention	Forfaitaire	100,00 €	par constat
Non respect des règles de sécurité (y compris non-utilisation / non fourniture d	Forfaitaire	150,00 €	par cas constaté

Absence d'action correctrice suite à signalement	Journalière	50,00 €	par jour de retard
Non remise du rapport d'activité mensuel ou annuel	Forfaitaire	30,00 €	par jour de retard

14.3 Liquidation des pénalités

Les pénalités sont appliquées sur simple constatation du fait générateur, par réfaction sur facture après information préalable du titulaire (envoi du formulaire EXE13 complété par mail, profil acheteur ou voie postale).

15 Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Les dommages de toute natures causés au personnel et aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire qu'il s'agisse de son personnel ou de toute personne qui interviendrait pour son compte, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Il garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux dans lesquels il intervient, y compris le recours des tiers.

Le titulaire demeure seul responsable des dommages causés par négligence ou par manquement dans l'exécution du marché ou toute autre cause pouvant lui être imputée. Les dommages causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

En outre, le Titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation ou le changement de compagnie, dans les dix jours qui suivent sa décision.

Si le contrat souscrit par le Titulaire prévoit l'existence d'une franchise, cette dernière est intégralement prise en charge par le Titulaire.

En aucun cas, le pouvoir adjudicateur ne peut être appelé en responsabilité des accidents survenus, tant aux personnes qu'aux biens, du fait de la réalisation des prestations du présent marché.

En cours d'exécution du marché, le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du Titulaire.

16 Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception. A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

16.1 Modifications du titulaire:

En application des dispositions de l'article R. 2194-1, le marché peut être modifié lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial. Un avenant sera passé pour formaliser ce changement de titulaire.

En cas de restructurations purement internes, rachat, fusions et acquisitions, un avenant de transfert sera établi

En cas de groupement d'entreprise, si l'un des membres est défaillant, un avenant de transfert pourra être établi pour transférer le marché vers un autre membre du groupement.

16.2 Plan de progrès

Plan de progrès : le titulaire en tant qu'expert a un devoir de conseil. A ce titre, et ce tout au long de la vie du marché, il est force de proposition pour optimiser la prestation. Les actions proposées ont pour objectif d'accroître la qualité des produits et de réduire les coûts. Elles peuvent être ponctuelles ou continues et peuvent porter notamment sur l'optimisation de la logistique, la maîtrise des consommations, la simplification des processus, la mise en œuvre de bonnes pratiques, ...

Les propositions émises par le titulaire sont soumises à arbitrage et accord du pouvoir adjudicateur. Si les améliorations proposées par le titulaire, et acceptées par le pouvoir adjudicateur, permettent un gain financier, ce gain sera partagé à 50% pour le titulaire, 50% pour le pouvoir adjudicateur.

Les modifications seront formalisées par avenant.

16.3 Ajout de prestations complémentaires hors BPU :

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de commander des références non inscrites au bordereau de prix unitaires. Il est précisé que ces produits seront strictement conformes à l'objet du marché. Le montant total des achats effectués hors BPU ne pourra en aucun cas dépasser 10% du montant total des achats réalisés par le pouvoir adjudicateur pour la durée totale du marché.

16.4 Cession du marché:

Le Titulaire s'interdit de céder tout ou partie des droits et obligations nés du présent marché à un tiers quelconque sans autorisation préalable de l'acheteur. Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire devra fournir :

- une déclaration sur l'honneur attestant que le cessionnaire ne tombe pas sous le coup d'un motif d'exclusion de la procédure de passation, prévu aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique (formulaire DC1 complété) ;
- le numéro unique d'identification de l'entreprise (numéro SIREN délivré par l'INSEE) ou pour une entreprise établie à l'étranger, un document délivré par l'autorité administrative ou judiciaire compétente de son pays d'origine ou d'établissement attestant de l'absence de cas d'exclusion ;
- les pouvoirs des personnes habilitées à engager le cessionnaire ;
- l'attestation sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale et datant de moins de six mois ;

- une attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité ;
- les autres documents établissant son aptitude à exercer l'activité professionnelle, ses garanties économiques et financières, techniques et professionnelles lui permettant d'assurer la bonne exécution du marché pour la durée restante de celui-ci ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

La cession étant subordonnée à l'autorisation prévue au présent article, l'acheteur se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

L'acheteur se prononce sur l'agrément du cessionnaire au plus tard un mois après réception de la demande d'agrément, étant précisé que l'acheteur ne peut refuser une demande d'agrément que si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

17 Résiliation du contrat

17.1 Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS et complétées par les points suivants.

Résiliation pour cause de vente: Le marché pourra être résilié sans indemnisation, en cas de vente des locaux, suppression de l'établissement (radiation au registre du commerce), moyennant un préavis de 3 mois, envoyé en lettre recommandée avec accusé de réception.

Collusion : Le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché ou à réclamer des dommages et intérêts s'il apparaît que le contractant s'est livré à des pratiques collusoires

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Saisie-attribution : Si le marché est conclu avec un groupement de cotraitants solidaires, le comptable assignataire des paiements auprès duquel serait pratiquée la saisie-attribution du chef du marché et de l'un des cotraitants retiendra sur les prochains mandats de paiement émis au titre de ce marché l'intégralité de la somme pour attribution au créancier saisissant.

17.2 Exécution aux frais et risques

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

17.3 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2

du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

1.1 Arrêt des comptes

En cas de résiliation pour quelque cause que ce soit, un arrêt des comptes est effectué.

Les pénalités et réfections prévues ci-avant sont éventuellement appliquées par le pouvoir adjudicateur jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice de sanctions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le Titulaire.

18 Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal de Grande Instance de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 Dérogations

Par dérogation à l'article 1er du CCAG-FCS, le présent CCAP ne comporte pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG-FCS.